

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste



TOUT! *est à nous* ●

CAHIER N°6 - supplément à TOUT EST A NOUS n° 191 - 2 euros

**TROUPES
FRANÇAISES
HORS
D'AFRIQUE**



à la **NON**
guerre
au **Mali**

WWW.NPA2009.ORG

Sommaire

Page 3 - Un calendrier des évènements

01

Page 6 - Le Mali, un nouvel Afghanistan ?

- > La France, sauveur du Mali ?
- > « La France n'a aucun intérêt au Mali »...
- > « Reconstruire » l'Etat malien ?
- > L'effondrement de l'Etat malien... la faute à qui ?
- > Paupérisation, destruction des cultures vivrières et privatisations en cascade.
- > Emancipation nationale touarègue : une lutte légitime, combattue par la France et trahie par le MNLA.

02

Page 18 - Une politique impérialiste

- > Au Mali comme ailleurs en Afrique, l'impérialisme français cherche à redéployer ses positions.
- > Le Mali au cœur d'une zone stratégique et convoitée.
- > L'indépendance énergétique de la France se trouve... au Niger !
- > Il n'y a pas d'intervention humanitaire.
- > Une guerre bien préparée à l'avance.

03

Page 25 - En France, l'Union sacrée en faveur de la guerre ?

- > Organiser la protestation.

04

Page 28 - Ce que défend le NPA

- > Solidarité avec les travailleur-euse-s malienn-e-s immigré-e-s en France !
- > L'émancipation des peuples du Mali sera l'œuvre de ces peuples eux-mêmes !

UN CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Début des années 2000.

Divers groupes armés islamistes, pratiquant différents trafics dont les prises d'otages, s'installent au nord du Mali: parmi eux, le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC algérien), devenu AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique) en 2007.

Mars 2011. L'intervention militaire française en Libye sous les couleurs de l'OTAN entraîne la chute de Kadhafi, mais aussi le retour au Mali, avec leurs véhicules et leurs armes, de milliers de mercenaires et de militaires touaregs maliens qui étaient intégrés dans l'armée libyenne (ils passent sans encombre par l'Algérie ou le Niger).

Fin 2011. Création du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad), indépendantiste touareg, qui réclame l'indépendance de tout le territoire peuplé par les Touaregs (s'étendant sur cinq pays: Mali, Algérie, Libye, Niger et Burkina Faso).

17 Janvier 2012. Première attaque par le MNLA du camp militaire de Menaka au nord du pays. Très rapidement, les attaques du MNLA se font conjointement avec Ansar Dine, un groupe salafiste armé créé en décembre 2011 et dirigé par un ancien leader de la révolte touarègue de 1990.

26 janvier 2012. Visite d'Alain Juppé, ministre des affaires étrangères de l'époque à Bamako, durant laquelle il appelle au dialogue avec le MNLA. Les diplomates du Quai d'Orsay jouent l'option MNLA pour tenter de contrecarrer l'influence islamiste.

22 Mars 2012. Coup d'Etat militaire à Bamako, mené par le capitaine Sanogo à la tête de bataillons de bérets verts et renversement du président malien Amadou Toumani Touré dit «ATT». Les putschistes reprochent à ATT son incapacité à mettre fin à la rébellion au nord.

30 mars 2012. Dans le nord, profitant de la crise à Bamako,



le MNLA, désormais ouvertement allié aux groupes armés islamistes d'Ansar Dine et du Mujao, s'empare de la ville de Kidal.

Début avril 2012. Quelques jours après, ils contrôlent Tombouctou puis Gao. Mais le MNLA se fait vite doubler et quasiment évincer, au cours des mois de mai-juin, du contrôle des villes par les groupes armés islamistes.

12 avril 2012. Le gouvernement français, s'appuyant sur les gouvernements des pays africains voisins, fait pression sur le capitaine Sanogo pour qu'il se retire et laisse la place à un gouvernement provisoire. Dioncounda Traoré, président de l'Assemblée nationale, devient président par intérim et doit en principe organiser des élections dans les 40 jours.

5 juillet 2012. Première résolution de l'ONU sur le Mali, réaffirmant notamment *«l'intégrité territoriale du pays»*.

12 octobre 2012. Deuxième résolution de l'ONU sur le Mali, appelant les groupes armés au Nord-Mali *«à se dissocier des mouvements terroristes»*.

20 décembre 2012. Troisième résolution de l'ONU *«autorisant le déploiement d'une force internationale sous conduite africaine (MISMA) pour assister les forces maliennes dans la restauration de la sécurité de leur État»*. La force africaine doit être formée, ce qui programme l'intervention à septembre 2013.

10 janvier 2013. Environ 1 200 combattants islamistes s'emparent de Konna (à 640 km de Bamako), menaçant de continuer leur offensive vers le sud. Le président Traoré sollicite l'aide militaire de la France. L'ONU demande un *«déploiement rapide»* de la force internationale devant la *«grave détérioration de la situation»*.

11 janvier 2013. Début de l'opération «Serval» (intervention de l'armée française au Mali). 4000

soldats français seront déployés dans les semaines suivantes. Arrivée quelques jours plus tard des détachements tchadiens dans les zones de combat.

20 janvier 2013. Le MNLA offre ses services à la France et à la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) pour aider à la reconquête du Nord Mali... Offre acceptée!

Fin janvier 2013. Les grandes villes du nord, Gao, Tombouctou, Kidal sont reprises par l'armée française. A Kidal, l'armée malienne est déclarée *«persona non grata»* par le MNLA.

2 février 2013. Voyage de Hollande à Bamako. Il déclare, entre autres: *«Je viens de vivre la journée la plus importante de ma vie politique»* et *«Il n'y a aucun risque d'enlèvement au Mali»*.

Fin février-début mars 2013. Début des combats dans le massif des Ifoghas où sont réfugiés les combattants djihadistes.

Le Mali, un nouvel Afghanistan?

Depuis le 11 janvier, la France est en guerre au Mali et on veut nous faire croire qu'il faut être solidaire de cette guerre, parce qu'elle ne servirait qu'à sauver tout un peuple de la barbarie islamiste, et à préserver le monde d'une grande menace terroriste. L'armée française est un peu chez elle en Afrique, entre ses nombreuses bases militaires permanentes et ses interventions répétées depuis 50 ans (Congo Zaïre, Congo Brazzaville, Tchad, Rwanda, Côte d'Ivoire,

Gabon...). Mais pour chaque nouvelle intervention, il y a néanmoins besoin d'une propagande spécifique. Pour celle au Mali, du côté du gouvernement et des médias aux ordres, on tape sur deux clous : la France ne sert aucun intérêt mais défend la paix et la démocratie et lutte contre la menace terroriste islamiste.

Dans cette énième « guerre contre le terrorisme », Hollande ne se gêne pas pour reprendre la rhétorique de Georges Bush (Que faire des terroristes? « Les



détruire.)). Il refait aussi le coup de l'axe du bien contre l'axe du mal. Des arguments quasi identiques à ceux utilisés lors de l'intervention en Afghanistan: brutalement, on met en avant la crapulerie de l'adversaire du jour qu'on avait jusque-là tolérée ou feint d'ignorer. Crapulerie qui est bien réelle! Il est indiscutable que depuis avril 2012, la population du nord du Mali subissait la terreur et la barbarie imposées par des groupes armés se revendiquant de l'Islam: femmes voilées de force, couples non mariés lapidés, mains tranchées pour les voleurs, cigarettes, alcool ou danse interdits, écoles fermées. Il est tout aussi indiscutable que c'est l'ensemble de la population du Mali qui était la première victime de la partition de fait du pays depuis plusieurs mois: augmentation des prix et des pénuries, avec l'afflux massif de réfugiés dans le sud, sans parler de la mise en place de l'état d'urgence, interdisant tout embryon de protestation sociale et politique.

Et pourtant, l'exemple de l'Afghanistan devrait largement alerter toutes celles et tous ceux qui se prennent à espérer que, cette fois, les buts de guerre affichés par la France seraient bien ceux qu'elle affiche, qu'elle va rapidement parvenir à ses fins... et repartira aussitôt sa «mission» accomplie.

De quelle mission s'agit-il réellement? Libérer les popu-

lations du nord et éradiquer le terrorisme islamiste, ou reprendre le contrôle politique et économique du pays, ce qui passe d'abord par en finir aujourd'hui avec les bandes djihadistes? Rétablir la paix, ou laisser un nouveau champ de bataille permanent avec des soldats venus de toute l'Afrique de l'Ouest, en transformant le Mali en un pays occupé *ad vitam aeternam*? Restaurer l'intégrité territoriale du Mali, ou offrir à des dirigeants nationalistes touaregs une zone autonome dans la bonne vieille tradition coloniale du «diviser pour mieux régner»? Restaurer la démocratie, ou organiser des élections bidon pour remettre en selle tel ou tel bon ami de la France?

LA FRANCE, SAUVEUR DU MALI ?

Certes, cette intervention militaire française a été ressentie comme un soulagement par la plupart des Maliens, dont les travailleurs immigrés ici, qui craignaient pour le sort de leur famille là-bas. Un «moindre mal» en quelque sorte: mieux vaut la guerre que les islamistes, la peste ou le choléra? Mais c'est pourtant bel et bien la peste de l'offensive

Dans cette énième «guerre contre le terrorisme», Hollande ne se gêne pas pour reprendre la rhétorique de Georges Bush.

La France, c'est l'ancienne puissance coloniale qui n'a jamais desserré son étreinte économique et politique sur ses anciennes colonies.

économique et militaire des puissances impérialistes contre les peuples, de l'Irak à l'Afghanistan, qui transmet tous les choléras, notamment islamiste. Car c'est d'abord la misère que ce système d'exploitation engendre et approfondit avec la crise mondiale qui en est le terreau. Combien de vocations de

jeunes terroristes un tel conflit fera-t-il naître? Et pourquoi les dirigeants français, qui parlent de bonheur des peuples, n'ont-ils jamais imaginé mobiliser ce qu'ils alignent aujourd'hui de soldats, matériel militaire et fric, à améliorer le sort des populations africaines... ce qui ne serait que juste retour des spoliations coloniales et de l'exploitation néo-coloniale qui perdure?

La France, c'est l'ancienne puissance coloniale qui n'a jamais desserré son étreinte économique et politique sur ses anciennes colonies. Comment imaginer une seule seconde que la France puisse «résoudre» une situation qu'elle a elle-même contribué à créer... et ce depuis des siècles!

La dispersion géographique des Touaregs sur cinq Etats au moment de la décolonisation, puis le jeu trouble de la France vis-à-vis de leurs organisations

nationalistes dans toute la région depuis des décennies, sont autant de facteurs aggravants de la crise actuelle.

Quant à la présence des bandes djihadistes bien armées dans le nord du pays depuis deux ans, c'est une des conséquences des manœuvres de l'impérialisme français, des régimes saoudiens et qataris et des conditions du renversement de Kadhafi. La France au Mali, c'est l'exemple même du pompier pyromane: des interventions militaires qui se succèdent les unes aux autres dans la région et dont on ne mesure les effets collatéraux qu'au fil du temps.

« LA FRANCE N'A AUCUN INTÉRÊT AU MALI »...

Hollande affirmait dans les premiers jours de la guerre: «*La France n'a aucun intérêt au Mali. Elle ne défend aucun calcul économique ou politique*». En visite à Bamako, le 2 février, il déclarait: «*La France est à vos côtés, non pas pour servir des intérêts, nous n'en avons aucun, non pas pour défendre je ne sais quelle faction... laquelle? Nous nous battons pour que le Mali vive en paix et en démocratie*». La France n'aurait donc aucun intérêt économique à défendre par cette intervention militaire?

Certes le Mali est pauvre et il y a depuis pas mal de temps main-

tenant toutes sortes de gens qui sont devenus des experts de l'insignifiance économique africaine. Il n'y aurait plus de néocolonialisme, plus de Françafrique, comme on dit, parce que maintenant c'est la mondialisation, et la mondialisation, c'est la Chine, l'Inde, alors que l'Afrique est tellement pauvre... Il n'y a pas d'argent à se faire sur elle!

Mais le Mali, s'il est pauvre, a quand même un déficit commercial de 300 millions d'euros avec la France. Pas si mal... cela veut dire que des entreprises françaises y gagnent de l'argent. Il y a aujourd'hui au Mali environ 125 entreprises françaises employant en tout 4000 personnes, essentiellement concentrées à Bamako. La plupart sont des petites ou moyennes entreprises, mais des grands groupes sont également présents: Bouygues et Eiffage dans le BTP, Delmas dans la manutention, Air France et sa filiale Servair sur l'aéroport de Bamako, Air liquide dans la chimie, les laboratoires Mérieux. France Telecom est l'actionnaire principal d'Orange Mali, l'une des deux compagnies téléphoniques.

Dans le secteur bancaire, la BNP et le groupe BFCE sont très présents. Surtout, la France reste aux commandes des finances du pays puisque c'est elle qui décide du sort et du cours de la monnaie commune à toutes les anciennes colonies de la région, le Franc CFA.

Dans le domaine minier, le sous-sol malien renferme beaucoup plus de ressources que celles mises en exploitation actuellement. L'or est la principale richesse aujourd'hui exploitée au Mali, troisième producteur en Afrique. Ce sont plusieurs multinationales, anglo-saxonnes ou sud-africaines essentiellement, qui depuis la privatisation des mines s'en sont arrachées les concessions, en partenariat avec l'Etat malien (80 % pour les trusts, 20% pour l'Etat malien). Mais pour l'un des grands gisements du pays, la mine d'or de Morila au sud-est de Bamako, sous l'égide des deux compagnies sud-africaines qui l'avaient achetée, l'exploitation elle-même a été confiée à Bouygues.

De gros espoirs portent sur l'extraction future de pétrole dans le nord du pays, en particulier dans le bassin de Taoudéni, même si le forage, l'exploitation et le transport des hydrocarbures posent encore de gros problèmes techniques, logistiques et financiers, sans parler des questions de sécurité. De plus, le sous-sol malien renferme de l'uranium. La prospection d'uranium à Faléa, dans la région de Kayes, au sud-ouest, entraîne d'ailleurs déjà

Il y a aujourd'hui au Mali environ 125 entreprises françaises employant en tout 4 000 personnes, essentiellement concentrées à Bamako.



Rassemblement du 9 février 2013 devant le siège d'Areva. Phototèque rouge/JMB.

une pollution radioactive et une remontée d'eau contaminée sur une zone de terres fertiles et très peuplées. Le gisement recèlerait quatre fois la production de la mine Areva d'Arlit, au Niger, en 2012. C'est une société canadienne, Rockgate Capital Corp., qui a acquis les droits d'exploitation en 2007 (les clauses du contrat n'ont jamais été rendues publiques).

Ces richesses potentielles flairées dans le sous-sol du Mali sont à elles seules une bonne raison pour les grandes puissances capitalistes de ne surtout pas vouloir perdre la main dans le pays. Pour pouvoir les exploiter «norma-

lement», il faut qu'elles y fassent régner leur ordre sécuritaire. Pour la France, largement évincée depuis une dizaine d'années au profit de ses concurrents anglo-saxons dans le domaine de l'exploitation du sous-sol, c'est aussi, sans aucun doute, l'occasion de revenir dans la partie.

« RECONSTRUIRE » L'ÉTAT MALIEN ?

Les objectifs officiels du gouvernement français dans cette guerre n'ont cessé de changer depuis trois mois. Commencée pour couper la route de Bamako aux islamistes, la guerre a servi

à reconquérir le nord du Mali. Maintenant il faudrait à la fois traquer les groupes terroristes et «gagner la paix». Et pour cela il faudrait en fait «reconstruire» l'Etat malien. En réalité, cela signifie que la France commence déjà à refaçonner le pays selon ses intérêts, à explorer les combinaisons politiques qui serviront à stabiliser le pays, c'est-à-dire, de son point de vue, à stabiliser ses affaires dans cette région du monde.

Alors ce sont de multiples discussions avec les chefs de l'armée malienne, avec des chefs de groupes armés touaregs, avec des politiciens corrompus de Bamako, on promet à l'un, on menace l'autre. C'est ce que font les Américains en Afghanistan depuis dix ans.

Le gouvernement français ne fait pas ça pour la démocratie.

L'ambassadeur français à Bamako s'est d'ailleurs lâché au début de l'intervention militaire, alors qu'une manifestation avait été interdite et réprimée :

«On ne pouvait pas se réveiller un jour sans savoir quelles manifestations allaient entraver la vie publique. L'activité économique était au ralenti et des gens brûlaient des pneus sur les routes. Il y en avait d'autres qui criaient des slogans contre le Président ou le premier ministre. L'Etat d'urgence était nécessaire. L'heure n'est plus aux chicanes ni aux discussions vaines. L'heure est à l'unité. La nation est en danger, le pays doit s'unir contre

un adversaire commun. Le front des agitateurs et autres ennemis du sud est averti : l'armée française n'est pas venue pour amuser la galerie et aucune manifestation ne devra être tolérée à Bamako tant que le nord n'aura pas été libéré.»! Ce monsieur s'appelle Christian Royer. Il a d'ailleurs été limogé et remplacé depuis lors, apparemment parce qu'il n'est pas assez efficace pour faire avancer une «solution politique» à Bamako!

Ce que ne disent jamais les porte-parole de l'impérialisme français, c'est que le renversement d'ATT a eu lieu dans un contexte de forte insubordination sociale dans tous les secteurs de la société malienne, bien au-delà des quelques manifestations qui ont eu lieu à Bamako contre l'intervention. En juin dernier, les mines d'or étaient bloquées par un important mouvement de grève. Début septembre, c'était au tour des travailleurs de l'aéroport de Bamako de se mobiliser, suivis des enseignants du supérieur, l'un des secteurs les plus combattifs du pays ces dernières années. Ceux de la grande université de lettres et sciences humaines de la capitale ont d'ailleurs repris

Ce que ne disent jamais les porte-parole de l'impérialisme français, c'est que le renversement d'ATT a eu lieu dans un contexte de forte insubordination sociale dans tous les secteurs de la société malienne.



la grève tout au long du mois de mars 2013. Fin octobre 2012, les éboueurs de Bamako entamaient un conflit qui n'a été que partiellement résolu depuis. Les agents des stations service Total du pays sont aussi mobilisés, tandis que les journalistes de la presse écrite et radio lançaient début mars une grève majoritaire contre la répression subie par un de leur collègue. C'est aussi à cette montée ouvrière et populaire que l'intervention armée est censée mettre fin, car elle entame la rentabilité du capital au Mali.

Qu'est-ce que la France fait réellement au Mali? **Elle cherche à remettre en selle un régime qui va faire ce que les dirigeants maliens ont déjà fait depuis de longues années: des privatisations, des droits d'exploitation scandaleux pour les**

compagnies étrangères, des services publics misérables, le contrôle sur l'émigration et la répression de toutes celles et tous ceux qui résistent.

L'EFFONDREMENT DE L'ETAT MALIEN... LA FAUTE À QUI ?

La déliquescence de l'Etat malien vient de loin: elle plonge ses racines non seulement dans la capacité de l'impérialisme français à maintenir son emprise, malgré la conquête de l'indépendance politique en 1960, mais aussi dans les politiques brutales imposées depuis les années 1980 par ce bras armé du capital occidental que sont les institutions internationales –au premier rang desquels la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

Afin de rétablir une tutelle

intégrale sur l'économie des pays du sud, les puissances occidentales ont notamment usé d'un instrument particulièrement efficace de destruction des services publics et des systèmes sociaux (même limités): la dette. Comme en Grèce aujourd'hui, cet instrument leur a permis d'imposer un chantage scandaleux à des peuples évidemment hostiles à la mise en coupe réglée de leurs ressources.

Outre le franc CFA (FCFA), lui-même instrument de domination monétaire des ex-colonies de l'Etat français, le mécanisme de la dette permet en effet aux puissances occidentales de contrôler l'économie de ces pays, dans une logique évidente de recolonisation. En ce qui concerne le Mali, la dette s'établissait en 1968 à 55 milliards de FCFA, pour atteindre 1766 milliards en 2005; ainsi a-t-elle été multipliée par trente en un peu plus de 30 ans.

PAUPÉRISATION, DESTRUCTION DES CULTURES VIVRIÈRES ET PRIVATISATIONS EN CASCADE

S'il est extrêmement juteux pour les capitalistes, le mécanisme de la dette a pour propriété essentielle d'étouffer dans l'œuf toute possibilité de développement économique,

puisque les ressources fiscales qui pourraient être utilisées pour financer la construction d'infrastructures ou l'achat de machines permettant l'accroissement de la production et des échanges internes aux pays du Sud, sont systématiquement détournées vers le remboursement d'une dette odieuse et injuste, car issue en bonne partie de la colonisation.

Une autre conséquence du chantage de la dette a consisté dans la réduction drastique des cultures vivrières au profit d'une agriculture tournée vers l'exportation et fortement spécialisée. Ainsi les pays du Sud deviennent-ils fortement dépendants d'une monoculture, mais également des cours du marché mondial, auquel ils sont intégrés à marche forcée (via le conditionnement des prêts du FMI). Dans le cas du Mali, c'est le coton qui a joué ce rôle de principal produit d'exportation, puisqu'il représentait en 2000 pas moins de 47% des revenus d'exportation du pays.

Cela permet en retour aux produits étrangers d'envahir le marché des pays du Sud, en concurrençant (et en appauvrissant) les producteurs locaux, contraints dès lors au sous-emploi ou de se reconvertir dans la monoculture. Comment imaginer qu'un paysan du Mali puisse jouer sur le même tableau qu'une multinationale du Nord gavée de subventions



publiques? Le résultat évident de cette politique, c'est la paupérisation de vastes segments de la population malienne, à tel point que le Mali se classait en 2011 au 175^e rang sur 187 pays en termes de développement humain.

L'autre conséquence cruciale, ce sont les privatisations en cascade qui accompagnent toujours les plans d'«ajustement structurel». Ainsi la distribution d'électricité au Mali passe-t-elle aux mains du groupe Bouygues en 2000, avant que l'Etat malien –devant le scandale de prix devenus exorbitants– prenne la décision de racheter ses parts à Bouygues, moyennant plusieurs centaines de millions d'euros. De même, dans le secteur du textile –qui emploie une grande partie de la population active malienne– c'est le groupe français Géocoton qui a raflé la mise, dans

un processus qui a provoqué au début des années 1990 une gigantesque insubordination paysanne. Dans la téléphonie s'opposent deux groupes: l'un contrôlé par Orange (Ikatel) et l'autre –la SOTELMA– dont 51% du capital est tombé dans l'escarcelle de Maroc Telecom, entreprise elle-même contrôlée par... Vivendi.

Dans le secteur du rail, la privatisation d'un patrimoine dont la valeur est estimée à 105 milliards de FCFA a été réalisée pour 15 milliards, au profit du consortium franco-canadien Canac-Getma et, malgré des mobilisations importantes des travailleurs et de la population, s'est traduite par la suppression de deux tiers des gares, le licenciement de 612 cheminots et la destruction de certains de leurs acquis sociaux. En ce qui concerne l'or malien, l'extraction et la gestion en a été privatisée sous l'influence de la Banque

mondiale et c'est Bouygues qui en est devenu acquéreur, à travers sa filiale la SOMADIX.

C'est dans ce contexte d'une domination croissante du capital étranger sur l'économie malienne, d'un délabrement des services publics et d'un accroissement des inégalités, qu'il faut comprendre l'affaiblissement, et même l'effondrement, de l'Etat malien dans la période récente. **A travers l'intervention militaire de l'Etat français, l'impérialisme prétend donc apporter une solution à un problème qu'il a lui-même contribué en grande partie à créer. L'audience acquise par l'islamisme, au Sahel et ailleurs, plonge ses racines dans la misère imposée aux peuples et la négation de toute souveraineté populaire. Celles-ci sont les effets inévitables des politiques néolibérales mises en œuvre par les institutions internationales, elles-mêmes sous domination des puissances occidentales.**

EMANCIPATION NATIONALE TOUARÈGUE : UNE LUTTE LÉGITIME, COMBATTUE PAR LA FRANCE ET TRAHIE PAR LE MNLA

La crise au Nord Mali plonge ses racines dans l'arbitraire et l'absurdité du découpage des frontières héritées de la colonisation, et dans la manière dont

l'Hexagone avait construit sa colonie du «Soudan Français», avec une administration appuyée surtout sur le Sud et qui discriminait le Nord et les Touaregs. Ces derniers sont alors marginalisés, du fait de leur nomadisme qui les rend plus difficiles à contrôler. En 1958, des chefs touaregs adressent une lettre au Général de Gaulle pour demander l'indépendance de leur territoire. Sans succès, puisque les Touaregs se retrouvent divisés en 5 États différents après 1960: le Burkina Faso, le Niger, l'Algérie, la Libye et le Mali.

Née du sentiment national qui s'était légitimement développé depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, où les Touaregs ont été sollicités comme les autres peuples africains pour mourir pour la boucherie impérialiste, mais aussi des discriminations que leur faisait subir le Mali de Modibo Keita, la première rébellion touarègue a lieu en 1963. S'en suit une répression brutale, qui déclenche les premières vagues de migrations des Touaregs vers les pays voisins. Celles-ci sont renforcées par les famines de 1973-74 et 1984, ainsi que par le fait que le colonel Kadhafi ouvre le recrutement de certains secteurs de son armée aux habitants du Nord Mali. La deuxième grande rébellion a lieu en 1990, au départ au Niger voisin où les Touaregs se révoltent contre le

pillage des ressources organisé notamment par Areva et contre le détournement systématique de l'aide qui leur est destiné. Le mouvement s'étend au Nord Mali, alors même que dans tout le pays une puissante montée ouvrière et populaire est en train de précipiter la chute du régime dictatorial de Moussa Traoré. Face à des Touaregs armés et organisés, l'impérialisme français fait pression pour qu'un accord de paix soit signé en 1991, accord qui n'empêche pas l'armée malienne de réprimer durement la population. Le processus qui suit réussit néanmoins à éteindre l'incendie, en cooptant les dirigeants de la rébellion, qui sont pour partie intégrés à l'État et à l'armée du Mali.

La rébellion déclenchée en janvier 2012 et qui a mené dans

un premier temps à la conquête par le MNLA et ses alliés d'alors du territoire revendiqué historiquement par les Touaregs maliens (l'Azawad) constitue donc le troisième grand moment de la lutte nationale de ce peuple dans le Mali contemporain. Si l'offensive militaire a été rendue possible par des raisons conjoncturelles (l'effondrement de l'État malien, la chute du régime de Kadhafi, etc.), il ne faut donc pas perdre de vue cet ancrage historique. Nombre d'hommes et de femmes touarègues se vivent aujourd'hui comme la troisième génération de combattant-e-s pour l'émancipation de leur peuple. Une lutte tout à fait légitime à nos yeux, du fait de l'oppression particulière que subissent les Touaregs au sein du Mali contemporain. Les populations



Soldats Touaregs, Gao, le 4 mars 2013 - REUTERS/Joe Penney

touarègues doivent donc avoir le droit à l'auto-détermination.

Ce qui est regrettable, c'est que le MNLA a totalement renoncé à mener cette bataille. Ce mouvement est né en octobre 2011 du regroupement de différents secteurs et organisations touaregs: son aile radicale, le Mouvement national de l'Azawad (MNA), y a progressivement été marginalisé politiquement au profit de notables liés au régime malien et à l'impérialisme, de chefs coutumiers et religieux, ainsi que de militaires dont certains rentraient de Libye. Dans un premier temps, sa politique a consisté à s'allier avec les groupes islamistes afin de s'assurer la supériorité militaire sur l'armée malienne. Se voyant marginalisé sur le terrain par ces mêmes groupes, il s'est discipliné aux injonctions de l'ONU de quitter les combats en juillet 2012, puis s'est lancé dans des négociations directes avec la France, jouant le rôle de l'acteur respectable face aux «terroristes islamistes». Depuis le début de l'intervention militaire, il collabore directement avec l'armée française sur le terrain, et a même réussi à négocier de mener lui-même les opérations de reconquête dans la ville de Kidal. Quelle honte pour un front censé œuvrer à la libération du peuple Touareg!

Si les Touaregs sont opprimés, divisés en 5 États, méprisés pour leur nomadisme, si leurs terres

sont vendues massivement dans le cadre de projets de valorisation agraires ou de prospection minière, si leurs pâturages sont détruits, c'est avant tout parce que les capitalistes de France et des autres pays impérialistes ont fait du Mali un terrain de jeu de leurs intérêts.

L'Etat malien du Sud n'est pour une grande part que l'intermédiaire de ces intérêts-là. C'est pourquoi il n'y aura pas de lutte pour l'éman-

ciation du peuple Touareg qui ne passe par une rupture complète, et une bagarre ouverte avec l'impérialisme et ses relais locaux. Dans ce combat, les Touaregs doivent chercher constamment à solliciter l'appui des travailleurs et des masses exploités du Sud Mali –en même temps que nous devons nous battre, ici, pour que le mouvement ouvrier français prenne position contre son propre impérialisme et pour la libération du peuple Touareg. C'est un tout autre chemin qu'a choisi le MNLA, qui développe un discours d'opposition régionale entre le Nord et le Sud, et cherche à s'appuyer sur la puissance de feu hexagonale pour se mettre à la tête d'un Azawad pseudo autonome dans le cadre d'un Mali plus que jamais dominé par l'impérialisme.

Les populations touarègues doivent donc avoir le droit à l'auto-détermination.

Une politique impérialiste

AU MALI COMME AILLEURS EN AFRIQUE, L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS CHERCHE À RE DÉPLOYER SES POSITIONS

Augmentation des effectifs militaires stationnés à Djibouti, intervention militaire au Tchad pour sauver Idriss Deby, puis en Côte d'Ivoire pour installer Alassane Ouattara, en Libye quasiment en même temps et aujourd'hui au Mali comme en République Centrafricaine... L'impérialisme français semble traversé d'une frénésie d'activité en Afrique ces cinq dernières années, jusqu'à surpasser les Etats-Unis par le nombre de ses initiatives militaires!

Cet activisme de la France, dont la politique de la canonnière n'est que la partie visible, ne peut être compris que si l'on tient compte de la situation particulière qui est celle du capitalisme hexagonal. Voilà plusieurs années que les patrons français sont à la peine face à leurs «partenaires» et concurrents allemands ou américains. Ce problème structurel s'est accentué profondément avec le début de la crise en 2007, les débouchés se réduisant et un certain nombre de *business* étant mis en danger. C'est dans ce

cadre que le capitalisme français cherche à tout prix à maintenir voire à renforcer ses positions dans son «pré carré» africain, et resserre l'étau sur les gouvernements locaux afin d'obtenir les meilleures conditions commerciales possibles et les plus bas coûts des matières premières. Le même mouvement avait été suivi dans les années 1930, quand la métropole tentait de faire face à la crise en accentuant l'exclusivité du patronat français sur les marchés de ses colonies. En ce sens, la conquête d'un nouvel eldorado ivoirien pour le BTP ou la téléphonie française, la prise de position dans le pétrole libyen ou encore la sécurisation impérialiste en cours de l'arc sahélien doivent être lus comme autant d'étapes d'une dynamique par laquelle le capitalisme hexagonal cherche à faire face à la concurrence internationale dans le cadre de la crise.

LE MALI AU CŒUR D'UNE ZONE STRATÉGIQUE ET CONVOITÉE

Pour la France, il s'agit d'abord de défendre son contrôle et ses intérêts dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest (correspondant aux anciennes colonies

françaises). Les intérêts économiques immédiats de la France, ou plus exactement de ses grands groupes, sont situés davantage dans les pays voisins qu'au Mali même: en Côte d'Ivoire (pilier de la zone franc CFA), en Mauritanie (pays riche en pétrole, où Total est présent depuis 2005), en Algérie (premier partenaire commercial de la France en Afrique et le troisième débouché pour ses exportations hors pays de l'OCDE), mais surtout au Niger, avec les mines d'uranium de la vallée d'Arlit, exploitées par Areva et qui fournissent à elles seules le quart de l'uranium alimentant les centrales nucléaires françaises. Tout près des zones de combat, dans une région peuplée majoritairement de Touaregs, il y a l'uranium du Niger. Ce voisin du Mali, l'un des pays les plus pauvres du monde, deviendra en 2014

le deuxième producteur d'uranium avec l'ouverture de la mine d'Imouraren, un investissement de 1,2 milliard d'euros du groupe français Areva. Une possible extension du conflit dans le Nord-Niger aurait un impact grave sur la sécurité de l'approvisionnement énergétique de la France.

L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE SE TROUVE... AU NIGER!

L'industrie nucléaire produit 78% de l'électricité en France (le plus fort taux du monde). Dès les années 1950, elle s'est tournée vers les colonies africaines pour se fournir en uranium. «L'indépendance énergétique de la France», qui serait assurée par l'industrie nucléaire, fut



donc toujours un mythe. La dernière mine d'uranium française a d'ailleurs fermé en 2001. La France importe désormais la totalité de ses besoins.

D'où l'importance vitale du Niger, qui fournit le tiers de son uranium à EDF, via Areva. Mais Areva est aussi une vendeuse de centrales à travers le monde, et comme le disait son ancienne présidente, Anne Lauvergeon: «*Nous ne pouvons pas vendre de centrale si nous n'avons pas de minerai.*» Or Areva tire 25% de son uranium du Niger.

Cette proportion augmentera encore dans les années qui viennent. Malgré la catastrophe de Fukushima en 2010, le nucléaire a le vent en poupe. Le prix de l'uranium sur le marché mondial ne cesse d'augmenter. Après avoir investi quatre milliards d'euros dans ses mines depuis 2007, Areva va ouvrir en 2014 celle d'Imouraren. La production d'uranium du Niger doublerait alors, faisant de ce pays le troisième producteur

mondial. Areva confirmerait son rang de numéro 1 mondial, avec 17% du marché.

Cet uranium pourrait couvrir dans ces conditions 100% des besoins de l'industrie nucléaire française. Pourtant, elle couvrira à peu près 0% des besoins sociaux de la population

locale. Pendant qu'un tiers des ampoules françaises fonctionne grâce à l'uranium du Niger, la majorité des Nigériennes n'ont pas l'électricité. Car quand des entreprises occidentales, et en l'occurrence dans cette région du monde, françaises, exploitent les richesses de ces pays, elles ne reversent que des miettes aux Etats, et ces Etats, la plupart du temps, ne reversent rien de ces miettes à leurs propres populations.

C'est le résultat du pacte néo-colonial. La Françafrique, c'est ce système, mis en place après les indépendances, où la France promet son assistance militaire aux dictateurs ou à des régimes politiques corrompus, comme une sorte d'assurance-vie contre leurs propres peuples, en échange d'un droit de pillage de leurs richesses. C'est ce pacte de pillage et de dictature qui a amené l'armée française à intervenir des dizaines de fois en Afrique, depuis les indépendances de 1960.

Alors évidemment les nationalistes touaregs ou les groupes djihadistes, perturbent cette zone stratégique, ils la déstabilisent. C'est une raison majeure à cette intervention de la France. Et du coup, la guerre de François Hollande a aussi l'avantage de réaffirmer, devant toutes les autres grandes ou petites puissances du monde, y compris les Etats-Unis et la Chine, que la

«L'indépendance énergétique de la France», qui serait assurée par l'industrie nucléaire, fut donc toujours un mythe.



Rassemblement du 9 février 2013
devant le siège d'Areva. Phototèque rouge/JMB.

France est encore le, ou au moins un «gendarme de l'Afrique», qu'elle tient son rang de «petite grande puissance».

IL N'Y A PAS D'INTERVENTION HUMANITAIRE

Les préoccupations humanitaires sont le cadet des soucis de l'état-major français. L'intervention française est dictée par la sauvegarde des intérêts des grandes puissances impérialistes, en particulier ceux des groupes capitalistes français dans cette région du monde.

Bien sûr que l'influence gagnée par les groupes armés

islamistes comme AQMI, le Mu-jao ou Ansar Dine dans le Sahel est un problème pour les pays impérialistes! Mais ce n'est pas un problème d'ordre «moral» ou «religieux», c'est un problème «d'ordre» tout court. D'ordre pour les affaires des capitalistes, pour les intérêts des grandes puissances dans cette zone du monde. Il y a les islamistes respectables: en Arabie Saoudite au Qatar, aux Emirats (où Hollande se trouvait d'ailleurs au moment du déclenchement de l'opération Serval), ceux avec lesquels ont fait des affaires et dont les régimes politiques appliquant la Charia n'entraînent jamais

plus qu'une légère réprobation de circonstance. Il y a ceux qu'on utilise parfois un temps, comme Ben Laden à l'époque de la lutte contre l'occupation soviétique en Afghanistan, et il y a ceux contre lesquels il faut mener une guerre sans merci parce qu'ils ne sont pas « sous contrôle » et que leur présence devient un facteur d'instabilité (ce sont d'ailleurs souvent les mêmes que les premiers... parce qu'ils ont « échappé au contrôle »!).

La France « gendarme local » reçoit l'appui logistique et les félicitations de l'impérialisme américain pour son intervention. Depuis 2007, en invoquant la menace du terrorisme, les Etats-Unis ont décidé d'accroître leur intervention militaire en Afrique, mettant sur pied un nouveau commandement continental (l'Africom). Celui-ci multiplie les collaborations (exercices communs, formation de cadres, etc.) avec les armées africaines, notamment au Mali, dans le cadre du « *partenariat transsaharien contre le terrorisme* ». En réalité, ce déploiement renforcé vise plus fondamentalement à sécuriser les approvisionnements américains en pétrole (et autres matières premières) par le Golfe de Guinée, ainsi qu'à se positionner plus fortement pour faire face à la compétition croissante de la Chine. La crise en cours au Mali a d'ailleurs permis aux Etats-Unis de justifier un renforcement de leur présence militaire directe

avec l'installation à Niamey, au Niger, d'une base de drones, ces avions espions et bombardiers.

UNE GUERRE BIEN PRÉPARÉE À L'AVANCE

Il faut en finir avec le mythe d'une intervention en extrême urgence parce que Bamako risquait de tomber aux mains des djihadistes. Par contre, c'est bien parce que le scénario longuement mûri par la France risquait de tourner au fiasco que l'armée française est finalement intervenue seule le 11 janvier.

Il faut rappeler que c'est depuis le début de l'été dernier que le gouvernement français a commencé à mettre sur pied une intervention militaire: présentation dès juillet d'une résolution à l'ONU pour autoriser l'intervention, déploiement des hommes du COS (Commandement des opérations spéciales) au Burkina Faso et en Mauritanie depuis août, visite aux divers chefs d'Etat africains, déclaration le 4 août du ministre de la Défense, Le Drian, affirmant qu'une intervention militaire africaine était « *souhaitable et inéluctable* » et que « *la France la soutiendra* ».

Si la méthode forte prônée par la France a mis si longtemps à être appliquée, et n'a pu l'être que de manière unilatérale, c'est en fait parce que l'Hexagone a dû faire face aux réticences des autres puissances impérialistes

de la région. Dès septembre, le chef de l'Africom, la structure militaire étatsunienne dédiée au continent africain, plaidait pour une «solution politique et diplomatique» contre la solution militaire proposée par la France. Aussi bien Ban Ki Moon que Romano Prodi, ce dernier reconverti en envoyé spécial de l'ONU pour le Sahel, expliquaient à l'automne qu'une intervention n'était pas souhaitable dans l'immédiat. Les appétits sont aussi nombreux que les intérêts présents dans la région.

La résolution 2085 de l'ONU en décembre 2012 entérinait une opération de la CEDEAO (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest) avec l'envoi de 3 000 soldats (la MISMA) auxquels la France ne devait cependant offrir qu'un appui logistique. En même temps, des renforts militaires français étaient acheminés sur les bases militaires françaises des pays limitrophes. Et lors de son voyage en Algérie en décembre, Hollande a sans aucun doute discuté des conditions du soutien algérien puisque le 13 janvier, Fabius, ministre des affaires étrangères, annonçait que l'espace aérien algérien serait ouvert aux avions de chasse français.

Dans le rapport de prospective géopolitique et géostratégique élaboré par le ministère de la Défense en avril 2012, nommé

«Horizons stratégiques», on peut lire que «l'Afrique restera une zone de convoitises et de confrontations potentielles et une zone d'intérêt stratégique prioritaire pour la France. Le creusement des inégalités et l'instrumentalisation identitaire, en particulier dans des États fragiles, pourraient favoriser le développement de l'islamisme radical et de la menace terroriste (Sahel, Corne), dont la France constituera

une cible particulière» et que «la multiplication et l'extension des "zones grises", concentrant groupes criminels organisés (trafiquants, terroristes) et groupes rebelles, pourraient nécessiter des interventions occidentales auxquelles des pays européens, et la France en particulier, pourraient être amenés à participer.»

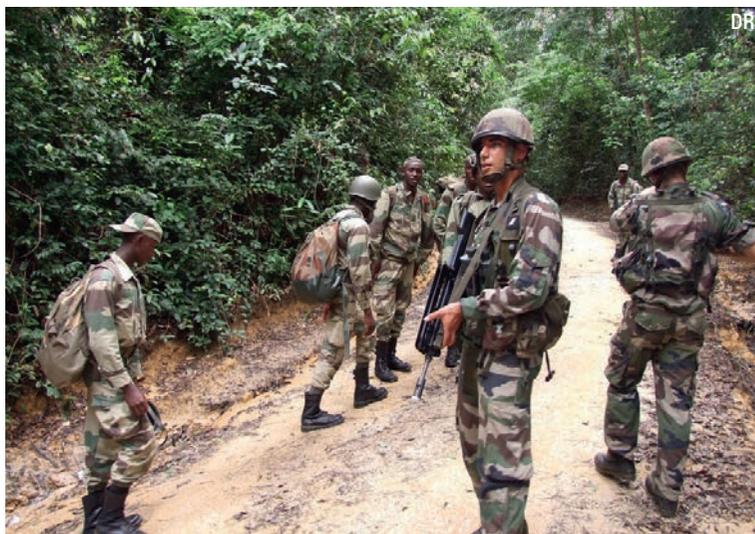
Au lieu d'attendre encore quelques mois, le temps de préparer ses supplétifs africains pour la sale besogne, elle a dû intervenir directement. En effet, la prise de Konna par les groupes armés islamistes d'Ansar Dine, puis l'avancée vers le sud du pays de quelques centaines de *pickups* chargés de combattants répartis sur un front de 200 km et se préparant à prendre la ville de Sévaré (disposant d'un aéroport), ont déclenché l'appel au secours lancé à la France du

La France «gendarme local» reçoit l'appui logistique et les félicitations de l'impérialisme américain pour son intervention.

président malien par intérim Diocounda Traoré. Il semble en effet que celui-ci était menacé à Bamako par un nouveau coup d'Etat du capitaine Sanogo, nettement moins fiable aux yeux de l'ancienne puissance coloniale, dont des représentants susurrent (sans qu'il soit possible de les croire sur parole) qu'il aurait bien pu s'entendre avec les djihadistes pour un partage du pays. Dans tous les cas, le scénario français d'intervention «light» était mis à bas et il fallait agir dans l'urgence.

C'est notamment, aussi, par manque de confiance dans l'armée malienne que la France la tient à l'écart des combats dans le nord du pays. Au manque de fiabilité de l'armée malienne se rajoutent les exactions commises contre les populations du nord soupçonnées de

soutenir les djihadistes. Elle préfère envoyer en première ligne les soldats tchadiens dans les massifs des Ifoghas dans la phase actuelle de la guerre... comme au bon vieux temps «des tirailleurs»! La vie des populations africaines ne pèse jamais bien lourd pour les dirigeants des grandes puissances, qu'elles soient utilisées comme main-d'œuvre à bas prix ou comme chair à canon.



En France, l'Union sacrée en faveur de la guerre?

Sans surprise l'UMP, l'UDI, le FN et le PS soutiennent l'intervention décidée par François Hollande. Pour soutenir une action militaire en terre africaine, l'union nationale est à l'ordre du jour. Députés et sénateurs français ont affiché leur unité derrière «nos» troupes. Et la gauche de la gauche parlementaire ne s'est, hélas, pas vraiment démarquée.

Le Parti communiste français affirmait pourtant, en juillet 2012, «*condamner cette dangereuse politique de force et d'ingérence qui ne peut qu'aggraver la déstabilisation du Mali et de cette immense région sahélo-saharienne*». Mais il a suffi que l'armée française entre en action, le 11 janvier, pour que la direction du PCF se mette au garde-à-vous. Alors que l'offensive française débutait, elle publiait un communiqué alambiqué faisant part de ses inquiétudes face à «l'offensive armée des groupes djihadistes» ainsi que devant «de grands risques de guerre» tout en appelant le gouvernement Hollande à s'abriter sous le parapluie de l'ONU.

Dès les débats parlementaires du 16 janvier, le président du

groupe Front de gauche à l'Assemblée nationale, André Chassaigne, estimait que l'on était en présence d'une «*opération militaire nécessaire*», tandis que sa collègue au Sénat, Michèle Demessine, affirmait encore plus catégoriquement: «*Nous approuvons cette décision*».

Du côté du Parti de gauche, de nombreuses ambiguïtés marquent les prises de positions publiques. Une première déclaration du PG, publiée le 16 janvier, affirmait ainsi «*prendre acte de la décision du Président de la République d'engager militairement des troupes françaises au Mali*», tout en rendant «*hommage*» à l'officier de l'armée française venant d'être tué –sans mention aucune des morts maliens et africains, en bien plus grand nombre. Est ce que la solidarité avec «nos» troupes primait sur toute autre considération? Quant aux critiques formulées, elles ne portaient

Députés et sénateurs français ont affiché leur unité derrière «nos» troupes. Et la gauche de la gauche parlementaire ne s'est, hélas, pas vraiment démarquée.

pas sur le fond de l'intervention, mais sur le fait que «la décision de faire la guerre soit prise en dépit des règles établies par la résolution 2085 des Nations unies, qui requière expressément que le Conseil de sécurité approuve par avance toute intervention militaire par une force panafricaine, et a fortiori par une force



française» et «*que cette décision ait été prise en dehors de toute consultation de la représentation nationale*», c'est-à-dire sans vote du parlement. Dans un nouveau communiqué, le 14 février, intitulé «Non à la dérive guerrière et néo-coloniale de l'intervention française au Mali», comme si le problème n'était que le risque de dérive et pas l'intervention elle-même, le PG exigeait toutefois timidement «*du gouvernement français qu'il cesse son aventure militaire le plus rapidement possible*».

Pourtant, on retrouve des militants du PG dans des collectifs et initiatives locales dénonçant l'intervention française et ce parti a été signataire d'une déclaration unitaire, à l'initiative notamment de l'association Survie, qui se conclut en constatant qu'«*une solution politique passe donc nécessairement par le retrait des troupes françaises*». Quant aux autres composantes du Front de gauche, leurs positions anti-impérialistes traditionnelles ont du mal à se faire entendre... On retrouve là les oscillations du Front de gauche, entre d'un côté réponses institutionnelles et éloge d'une république conquérante et de l'autre défense des valeurs de la gauche sociale et politique et du droit des peuples à décider eux-mêmes. La construction d'une alternative à la politique du gouvernement PS,

pour «l'humain d'abord» et par la «révolution citoyenne» ne peut pourtant faire l'impasse sur la nécessité d'une rupture claire avec les politiques impérialistes de notre propre Etat.

ORGANISER LA PROTESTATION

Samedi 9 février, 200 manifestants réunis devant le siège du groupe Areva à Paris, à l'appel de l'Alternative libertaire, de Lutte ouvrière et du NPA, réclamaient le retrait des troupes françaises du Mali. Si cette exigence trouve jusqu'aujourd'hui trop peu d'échos, elle seule pourtant répond aux besoins des peuples du Mali et en général de tous les opprimés. D'autres initiatives unitaires ont eu lieu dans d'autres villes; rassemblements, réunions publiques, diffusions de tracts. Il faut les multiplier.

Ce que défend le NPA

LE NPA EST CONTRE CETTE INTERVENTION MILITAIRE DE LA FRANCE AU MALI. NOUS SOMMES CONTRE TOUTE INTERVENTION DE LA FRANCE, CETTE PUISSANCE NÉO-COLONIALE, DANS SES ANCIENNES COLONIES. NOUS PENSONS QUE CELA NE POURRA JAMAIS ÊTRE UNE SOLUTION, À COURT TERME COMME À MOYEN TERME, POUR LES POPULATIONS.

Au contraire, cela ne peut que renforcer un système de domination, de pillage, qui écrase ces peuples que l'on prétend sauver et libérer. Nous sommes contre cette intervention, et nous sommes pour le retrait immédiat des troupes françaises du Mali, et d'ailleurs de toute l'Afrique! Nous ne sommes pas solidaires de l'Etat français, de l'armée française.

Nous voulons au contraire être solidaires de façon internationaliste ET de façon concrète, avec les peuples du Mali.

**SOLIDARITÉ AVEC
LES TRAVAILLEUR-
EUSE-S MALIEN-NE-S
IMMIGRÉ-E-S EN
FRANCE!**

Le Mali, appelé «Soudan Français» du temps de la colonisation, tient de longue date une place

particulière dans le «pré-carré» français en Afrique. Contrairement à d'autres colonies qui, sur le modèle de la Côte d'Ivoire, voyaient se développer sur leur sol des activités économiques juteuses pour l'impérialisme et devenaient ainsi des pôles d'attraction de main d'œuvre à échelle régionale, le Mali a plutôt servi de réserve de force de travail pour le reste de l'Afrique occidentale française puis pour la France elle-même. Les immigré-e-s malien-ne-s ont donc été très nombreux-ses, depuis plus de cinq décennies, à venir occuper dans l'Hexagone des postes de manœuvre dans l'industrie et le BTP, d'agents de nettoyage, de plongeurs dans le secteur de la restauration, etc.,... si bien que les foyers de travailleurs immigrés sont assez couramment appelés «foyers maliens».

On estime aujourd'hui à plus de 100 000 les travailleur-euse-s malien-ne-s présent-e-s en France, dont à peine plus de 60% auraient accès à un titre de séjour. Cette portion de notre classe est une véritable manne pour le patronat: elle arrive en France déjà en âge de travailler, ne coûtant ainsi rien en terme d'éducation, et n'a que peu accès aux services publics. Elle occupe les emplois les plus précaires, les plus



DR

dangereux et les moins payés. Elle subit l'oppression raciste à l'embauche, dans le fixement des salaires, en face des administrations, sur le marché immobilier, etc. Les montants des remises qu'elle envoie aux familles restées au Mali sont supérieur à ceux d'une aide au développement qui par ailleurs n'excède que rarement les sommes que ce pays doit, en sens inverse, verser aux pays occidentaux pour rembourser sa dette – aide qui est en outre systématiquement détournée et profite en priorité aux entreprises françaises installées sur place. Or ces remises, prélevées sur de maigres salaires, sont scandaleusement taxées (à 12% en moyenne!) par des entreprises spécialisées dans

le transfert d'argent comme les Western Union et autres Money Globe. En 2012, ces capitalistes auront ainsi prélevés pas moins de 7milliards d'euros sur les 60 envoyés vers le continent par les diasporas africaines!

Dans cette situation, le mouvement ouvrier de notre pays doit prendre en charge la défense des travailleurs et travailleuses immigré-e-s du Mali comme des autres pays du monde. En commençant par réclamer des papiers pour toutes et tous, afin de faire cesser la pression policière et administrative permanente qui pèse sur ce secteur de notre classe, et le maintient la tête baissée et dans la précarité. Il faut aussi revendiquer l'accès égal aux services publics

existant en matière de santé, d'éducation ou de logement. Les syndicats doivent aussi prendre en charge l'alphabétisation et l'appui juridique à ces travailleur-euse-s qui se trouvent confronté-e-s à une administration qui joue du caractère complexe et incompréhensible des procédures. Enfin, comme ils et elles sont parmi les plus soumis-e-s aux violences policières et patronales, il revient au mouvement ouvrier organisé de les défendre y compris physiquement quand cela est nécessaire.

L'ÉMANCIPATION DES PEUPLES DU MALI SERA L'ŒUVRE DE CES PEUPLES EUX-MÊMES!

Deuxième solidarité concrète: nous voulons être aux côtés de ceux et celles qui pourraient réellement changer les choses au Mali. Les organisations syndicales maliennes, les organisations maliennes de gauche anti-colonialistes, les travailleurs, la jeunesse de ce pays.

Ceux-là, les dirigeants de la France veulent les faire taire.

Mais il faut se rappeler une chose: les peuples du Mali connaissent déjà le chemin de la révolte, et ont déjà su faire une révolution. En 1991, quand la mobilisation des travailleurs et de la jeunesse de Bamako

a bravé l'armée et la dictature policière de Moussa Traoré, qui était en place depuis 23 ans. La France et l'armée avaient alors dû se résigner à faire sauter ce fusible, et cela avait débouché sur des élections libres. Le Mali était alors le pays où la population avait le plus de libertés, et peut-être le plus d'espoirs. Depuis cet élan lui a été volé par une classe politique corrompue, que la France et les institutions internationales ont fort appréciée et soutenue en revanche. Nous, c'est dans les peuples du Mali que nous espérons. Il est grand temps de rompre avec l'imaginaire colonial. Le salut du Mali viendra des Maliens, pas de ses anciens colons ! Il n'y a pas d'issue pour les travailleur-se-s et les peuples que de s'organiser eux-mêmes pour en finir avec un système d'exploitation inique et meurtrier.

TOUT! est à nous ●

L'HEBDOMADAIRE
ET LA REVUE

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

NPA **TOUT!**
est à nous ●

№ 41 - 18 avril 2013 - 1,20 €

Dossier
À quand un
« coup de balai »
contre la finance ?
Pages 6 et 7

www.npa2009.org

Contre ce gouvernement du fric PRENONS

LA RUE

LE 1^{ER} ET LE 5 MAI

La crise économique, l'offensive du gouvernement et du patronat contre le monde du travail comme la crise politique provoquée par les vœux de Jérôme Cahuzac nous appellent à participer massivement...

Le 1^{er} et le 5 mai sont deux dates emblématiques de la lutte sociale. Elles nous rappellent que la lutte sociale est une lutte collective et que la victoire est collective. Elles nous rappellent que la lutte sociale est une lutte permanente et que la victoire est permanente.

Le 1^{er} mai est le jour où les travailleurs du monde entier se rassemblent pour revendiquer leurs droits sociaux et politiques. C'est le jour où ils se rappellent que leur lutte est une lutte collective et que la victoire est collective.

Le 5 mai est le jour où les travailleurs du monde entier se rassemblent pour revendiquer leurs droits sociaux et politiques. C'est le jour où ils se rappellent que leur lutte est une lutte collective et que la victoire est collective.

Le 1^{er} et le 5 mai sont deux dates emblématiques de la lutte sociale. Elles nous rappellent que la lutte sociale est une lutte collective et que la victoire est collective.

Le 1^{er} et le 5 mai sont deux dates emblématiques de la lutte sociale. Elles nous rappellent que la lutte sociale est une lutte collective et que la victoire est collective.

TOUT!
est à nous ●

LA REVUE

AVRIL 2013

№ 42
4 €

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



DOSSIER MALI
CONTRE L'INTERVENTION
IMPÉRIALISTE ET
L'UNION NATIONALE

Venezuela: le peuple qui s'est fait président

Education nationale: continuité politique et mobilisations

ANI: le gouvernement fait la loi du Medef

REGRESSION SOCIALE CASSETTE

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,
d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Impression : Rotographie,
Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT